

Burundi : Des troubles psychologiques liées à la crise

IRIN, 20 décembre 2016 Au Burundi, les séquelles psychologiques s'accumulent sous le règne de la terreur. Elle regarde la route qui longe sa maison, assise sur un tronc utilisé comme barricade lors des manifestations antigouvernementales de l'année dernière contre le président Pierre Nkurunziza. Elle se parle à elle-même. « Cette personne marche comme Benny. Maman sa chemise ressemble à celle de Benny, » dit-elle, accablée par le deuil, en voyant un homme passer devant chez elle.

Le fils de Janet Bizimana* a disparu le 19 janvier 2016. Dès lors, chaque mois, elle passe la nuit à pleurer. Le Burundi a traversé de nombreux épisodes de violence terrible : ce petit pays densément peuplé a été marqué par deux guerres civiles et des vagues de persécution ethnique. Et la violence est loin d'être apparue. Depuis près de deux ans, le Burundi est déchiré par un nouveau conflit politique au cours duquel des centaines de personnes ont été tuées et des milliers incarcérées et torturées, causant de nouveaux traumatismes à la population. La décision de M. Nkurunziza de briguer un troisième mandat présidentiel, considérée par beaucoup comme anticonstitutionnelle, a provoqué l'éclatement de l'opposition. Malgré la controverse, M. Nkurunziza a gagné les élections le 7 juillet 2015 après avoir déjoué une tentative de coup d'État. Depuis, le Burundi fraie la guerre civile. Le conflit, qui risque de raviver les fractures ethniques du passé, a poussé 327 400 Burundais à fuir sur 10 millions d'habitants au total vers les pays voisins. Deux sons de cloche. Alors que les défenseurs des droits de l'homme burundais comptent 14 000 personnes tuées et plus de 94 000 déplacées depuis avril 2015, le gouvernement maintient que la situation s'améliore. Il a même récemment soutenu dans ces propos par le président de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme, Jean-Baptiste Baribonekeza. « Le pays est calme ; nous n'entendons plus de coups de feu dans la capitale », aurait-il dit, selon IWACU English News. « Si nous visitons les centres de détention, nous remarquons que le nombre de personnes arrêtées a fortement baissé, passant de plus de 94 000 en 2015 à environ 64 000 aujourd'hui. En général, il y a une amélioration par rapport à l'année dernière. » Mutakuru d'ashirité de la paroisse de Bujumbura, la capitale, où il résident des fonctionnaires subalternes et des salariés de petites entreprises. C'est là qu'habite Mme Bizimana*, la mère de Benny Runyaga*, âgée de 70 ans. Son fils, membre bien connu du Mouvement pour la solidarité et la démocratie, un parti d'opposition lié au groupe rebelle RED Tabara. « Lorsque le téléphone sonne à la maison, elle est la première à courir décrocher. Elle pense que ce sera son fils », a expliqué un ami de la famille. « C'est pareil quand quelqu'un frappe à la porte. Elle essaye d'ouvrir, croyant que son fils rentrera. » Benny Runyaga était père de deux enfants. Le plus jeune est né un mois avant qu'il disparaisse, probablement emporté par la police. « L'année dernière, les vêtements de son père, les vêtements de sa mère et lui dit à l'œmaman, papa est là », a expliqué un voisin. Ne pas savoir si Benny Runyaga est mort ou vivant est une torture pour la famille, notamment pour Janet. Son voisin craint qu'elle ait besoin d'être internée. « Des blessés assoiffés de sang » Jane* a elle aussi perdu un proche. Son mari, officier de l'armée, est mort dans un attentat à Bujumbura. Leurs quatre enfants demandent toujours quand il reviendra. « Seul l'année dernière, qui a presque neuf ans, semble comprendre ce qui s'est passé. Chaque jour, il demande pourquoi le monde est si méchant quand il refuse de tenir la main de son père », a dit Jane à IRIN. « Chaque fois qu'il va sur sa tombe, il me dit qu'il a peur que ceux qui ont tué mon mari puissent nous voir. » « Il me dit : « Les yeux sont là, maman, ils nous suivent. Ils ne veulent pas que nous venions ici. Ce sont des animaux, maman, des blessés assoiffés de sang », a-t-elle dit, la voix tremblante. Outre l'impact émotionnel, la perte du mari de Jane a eu des conséquences économiques désastreuses pour la famille. Elle a dû quitter la maison où nous vivions avant l'attentat pour une autre, moins chère. Je ne paye pas le loyer, car je n'ai pas de travail. Des amis, des connaissances et quelques anciens collègues de mon mari payent pour moi et les enfants », a-t-elle expliqué. « Ils le font en secret, car eux aussi ont peur. Nous n'avons jamais obtenu les résultats de l'enquête [sur la mort de mon mari]. » « Maman de vieux amis de mon mari, alors qu'ils sont membres des forces de sécurité ou de défense, posent comme moi des questions sur l'enquête. » Jane n'a pas voulu parler des affiliations politiques de son mari. Troubles psychologiques Jean-Pierre Ntamungiro* est psychologue et exerce en libéral dans le centre de Bujumbura. « Avant la crise, je voyais au moins trois patients qui présentaient des symptômes de traumatisme », a-t-il dit à IRIN. « Maintenant, j'en reçois neuf ou dix par jour. Faites le calcul et vous verrez le nombre de personnes que nous recevons chaque mois. C'est beaucoup pour un petit pays comme le Burundi. » « D'autant plus que seuls ceux qui en ont les moyens consultent un spécialiste. D'autres sont livrés à eux-mêmes nombreux jeunes tombent dans la drogue, a précisé le psychologue. « [Cette crise] affecte les jeunes de toutes les tendances politiques au Burundi, qu'ils soient favorables au gouvernement ou à l'opposition », a dit M. Ntamungiro. « Certains d'entre eux ont développé des tendances suicidaires après ce qu'ils ont vu. D'autres ne sont plus de parler après ce qu'ils ont subi ou ce à quoi ils ont assisté. » Craintes pour l'avenir Le mois dernier, IRIN a vu trois enfants jouant dans les rues de Musaga, au sud de Bujumbura. C'est un quartier où les opposants au gouvernement sont nombreux et la répression policière y est donc monnaie courante. L'un des garçons imitait un policier : « Sortez de chez vous ou je tire sur la porte ! » Un autre tenait une petite pierre ronde qu'il disait être une grenade. Quant au troisième, il chantait une chanson contre la réélection de M. Nkurunziza qui était fréquemment entendue l'année dernière. Un vieil homme les a renvoyés chez eux, gêné par ces jeux et par la présence d'un journaliste. « Ils ne font que répéter ce qu'ils ont vu ici », a expliqué un passant. « Mais je m'inquiète de ces enfants dans un tel pays. » *Les noms ont été modifiés pour des questions de sécurité

```
(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});
```